



PROGRAMME

12 heures Réunion du bureau du congrès – **13h05** Ouverture du débat sur le rapport d'activité – **14h30** Réponse de la direction confédérale sortante – **14h50** Explication des votes par mandat. Vote du rapport d'activité – **15h10** Rapport du comité de gestion CoGéTise – **15h40** Rapport financier – **16h10** Pause – **16h40** Intervention culturelle extrême droite – **16h50** Rapport de la commission financière de contrôle – **17h10** Interventions des délégués sur les rapports financier, CFC et CoGéTise – **18h10** Vote du rapport financier – **18h20** Clôture des inscriptions des demandes d'intervention sur le préambule et thème 1 du document d'orientation

LES COULISSES



Ca roule ! Visite de l'imprimerie La Montagne qui réalise votre *Peuple* quotidien.



C'est parti ! Arrivée des congressistes à la Grande Halle d'Auvergne.



JEAN-NICHOLAS GUILLO - DENIS MEYER

le Peuple
Organe officiel de la CGT

Éditeur :

la CGT, 263, rue de Paris,
93516 Montreuil Cedex.

Directrice de la publication :

Nathalie Verdeil

Rédactrice en chef :

Eva Emeyriat

Rédactrice en chef technique -

conception graphique : Sylvie Lebrun

Rédacteurs :

Houda Benallal, Arthur Brondy, Ludovic Finez, Élodie Hertu, Yvon Huet, Lennie Nicollet, Clément Pouré, Sonia Reyne, Michel Scheidt

Rédacteurs Graphistes :

Séverine Calippe, Christophe Lente

Secrétaires de rédaction :

Francis Ambrois, Isabelle Puzelat, Erwan Serveau

Correcteur :

Philippe Zirn

E-PUB :

Fabien Coatrieux

Impression :

La Montagne, imprimerie Groupe Centre France
à Clermont-Ferrand

Crédit photo de couverture :

Jean-Nicholas Guillo

ÉDITO



DENIS MEYER

Kamel Brahmi
membre du bureau du congrès

DÉCIDER, AGIR, CONSTRUIRE ET GAGNER

Notre congrès s'est ouvert dans un moment charnière pour le monde du travail et la CGT. Ce n'est qu'un début, continuons le débat ! La mobilisation sur les retraites, ancrée dans tout le pays, ne faiblit pas. Le monde du travail, la jeunesse, avec des modes d'action protéiformes, ne cessent d'exprimer leur rejet de la régression sociale de la «réforme» Macron. Le président de la République, par déni ou tactique, tente de le minimiser, voire de criminaliser ce souffle populaire en opposant sa légitimité institutionnelle à la «foule». Un discours scandaleux, de division, qui piétine la légitimité populaire et dit, en creux, que le pouvoir fait bien le choix d'une escalade répressive : usage d'armes mutilantes, de lanceurs de balles de défense (LBD), de grenades de désencerclement, usage parfaitement abusif et excessif des gaz lacrymogènes ou emploi de policiers non formés au maintien de l'ordre... Après le mépris et le déni démocratique, Macron sort le bâton et verse dans la dérive liberticide : il a déjà perdu ! Aujourd'hui va être un nouveau temps fort d'ampleur. L'impulsion engagée dans l'unité, la mise en mouvement remarquable du corps militant de la CGT, des grèves dans de nombreux secteurs ont soulevé un espoir chez les salariés. L'espoir d'une victoire qui signifierait une reprise en main de nos modes de production, de nos communs, de nos vies.

De très nombreuses et nombreux salariés, privés d'emploi, jeunes ont éprouvé une sensation nouvelle dans la mobilisation. Une sensation de reprise en main de leur destin. Dans la lutte, ils et elles font vivre une citoyenneté active, qui ne se limite pas à un déplacement dans un isolement tous les cinq ans.

Nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui ont décidé de rejoindre la CGT. Et tout porte à croire qu'ils attendent de notre outil syndical un espace pour décider, agir, construire et gagner ! Un syndicalisme du quotidien pour obtenir de nouveaux droits. Les débats de notre congrès et l'actualité sociale sont bien liés. Comme sont liés devenir de la CGT et perspectives du mouvement social.

Bonne journée de congrès les camarades! ♦

“L'impulsion engagée dans l'unité [a] soulevé un espoir chez les salariés”

SOMMAIRE

04

Discours d'ouverture

Marie Buisson,
membre de la commission
exécutive sortante

12

Commission mandats et votes

Présentation
du rapport par
Diane Grandchamp,
copilote de la
commission

08

Discours d'accueil

Ghislain Dugourd,
secrétaire général
de l'union départementale
du Puy-de-Dôme

11

Histoire sociale

Lutte contre l'extrême
droite : un combat
pour les valeurs

15

Délégués

Une photographie
du congrès

16

Culture

Inauguration des expositions
d'Ernest Pignon-Ernest,
Sebastião Salgado et de l'IHS



le Peuple EN DEUX CLICS

Retrouvez toutes les publications militantes CGT en téléchargeant l'application « **le kiosque CGT** » sur votre smartphone, tablette ou votre ordinateur.

Elles vous accompagnent partout et sont consultables même en l'absence de réseau internet. Retrouvez sur le kiosque la version quotidienne du *Peuple* congrès distribué tous les matins en format papier, en version augmentée avec les vidéos, photos, les résultats des votes et les rapports complets. Cliquer sur les icônes signalant un article enrichi, comme celle-ci :

« UN CONTEXTE INÉDIT »

EXTRAITS// Le 53^e Congrès s'ouvre après d'importantes luttes pour les salaires, en pleine mobilisation contre la retraite à 64 ans et dans un contexte de crises multiples. Marie Buisson, membre de la direction confédérale sortante, appelle à l'unité, à la convergence, sans en rabattre sur les revendications de la CGT.

Chers camarades, chers amis, bienvenue à Clermont-Ferrand, bienvenue aux congressistes, bienvenue à nos invités.

Un congrès est toujours un moment important pour la CGT. Notre 53^e Congrès confédéral se tient en effet dans une séquence de mobilisation historique. Dans ce contexte, le mouvement syndical reste le rempart essentiel pour la résistance, la paix et l'autodétermination des peuples.

Notre internationalisme se doit de rejeter de ce point de vue à même distance l'impérialisme américain et son bras armé qu'est l'OTAN, et les impérialismes exprimés par des élites et des oligarchies ayant soif de puissance et de restauration d'empires de nature coloniale. En ce sens, continuons d'exiger que la France sorte de l'OTAN, et que l'OTAN soit dissoute.

En Europe, la guerre déclenchée par Poutine il y a plus d'un an continue. Notre camp est celui de la paix, celui du droit des peuples à l'autodétermination. C'est celui de la KVPU, de la FPU d'Ukraine et de nos camarades de la KTR de Russie, dont de nombreux dirigeants ont été contraints à l'exil en raison de leurs prises de position contre Poutine. Notre solidarité va au peuple ukrainien et au peuple russe victimes de cette guerre. Une guerre qui doit cesser par le retrait immédiat des forces armées russes d'Ukraine. En Biélorussie, nous soutenons Alexandre Yaroshuk, dirigeant du syndicat BKDP qui était présent lors de nos congrès de Toulouse et de Dijon et qui est à l'isolement depuis presque un an pour avoir pris part à l'organisation de grèves et d'occupations pour la paix.

Notre soutien, nous l'avons aussi apporté et continuerons à l'apporter à la communauté kurde en France, lourdement frappée par un terroriste d'extrême droite lors de l'attentat à Paris le 23 décembre dernier, comme cela avait déjà été le cas il y a dix ans sans que cela n'émeuve beaucoup le gouvernement. La colonisation par Israël du territoire palestinien occupé continue de se développer à grande vitesse. Elle prive les Palestiniens de leurs terres et de leurs ressources, et rend la vie impossible aux femmes, aux hommes et aux enfants.

Des lueurs d'espoir en plusieurs coins du monde

En Amérique latine, nos regards et notre solidarité se portent bien évidemment vers le peuple cubain, qui souffre depuis trop longtemps des conditions drastiques générées par le blocus imposé par les États-Unis. Le Pérou traverse une crise sociale et politique qui a déjà fait une cinquantaine de morts et plus de six cents blessés par les forces de répression de la coalition de droite et d'extrême droite au pouvoir. La CGTP, principale organisation syndicale du pays, est frappée de plein fouet : rétention de locaux syndicaux, arrestation de ses



dirigeants. Nous leur apportons toute notre solidarité. Mais en plusieurs coins du monde, des lueurs d'espoir s'allument. Au Brésil, l'extrême droite xénophobe a été chassée du pouvoir lors de la dernière élection présidentielle. En Iran, le régime tremble face à la révolution féministe en cours au cri de « Femmes, vie, liberté ». Au Royaume-Uni, depuis juin 2022, les travailleurs ont engagé un mouvement d'une ampleur inédite. En Allemagne, les salariés de la Lufthansa ont obtenu une augmentation de 9 % à 17 % selon l'ancienneté et ceux de l'industrie ont arraché 8,5 % d'augmentation. En Belgique, le système d'indexation des salaires sur les prix a permis des augmentations allant jusqu'à 15 % dans certains secteurs au cours des dernières semaines. Aujourd'hui, comme en 1973-1974 avec le choc pétrolier, les capitalistes utilisent la guerre en Ukraine en spéculant sur les prix de l'énergie et les prix des produits alimentaires. S'y ajoutent la crise climatique et les risques objectifs qu'elle fait peser sur nos activités

et sur nos vies. L'été 2022 a été marqué par des incendies très nombreux et dramatiques, dans le Sud-Est, dans les Landes et jusqu'en Bretagne. Les sécheresses démontrent la nécessité de faire de l'accès à l'eau un bien commun géré par un service public national. Depuis des mois, des camarades sont en lutte contre l'implantation de mégabassines, aberrations écologiques et privatisation d'une ressource vitale au profit de quelques-uns et au détriment des besoins de toutes et tous. Ce week-end, les 30 000 personnes qui ont convergé à Sainte-Soline pour s'opposer à ces mégabassines ont subi une répression policière insensée. Ce déchaînement de violences policières fait largement écho à celui subi ces dernières semaines dans les manifestations, qu'elles soient déclarées ou non, sur les blocages et sur les piquets de grève avec son lot de gazages, de charges policières, d'interpellations et de gardes à vue abusives. Le 23 mars dernier, cette violence avait déjà franchi un cap. À Rouen, une collègue AESH a perdu un doigt et, à Paris, un camarade de SUD-Rail a perdu un œil suite à l'éclat de grenades de désencerclement, sans compter les trop nombreux camarades de la CGT blessés en sécurisant les manifestations. La CGT leur apporte tout son soutien.

Redevenir première organisation syndicale

Pour que ce moment où nous attirons de nouveaux et nouvelles syndiqués, plus de 15 000 depuis janvier, ne soit pas un moment éphémère, nous devons travailler à notre vie syndicale afin que celles et ceux qui nous rejoignent ne viennent pas grossir le chiffre des syndiqués isolés. Notre volonté exprimée régulièrement de redevenir la première organisation syndicale en termes de représentativité et de

le rester en nombre d'adhérents ne peut pas être un simple slogan et doit se traduire concrètement dans nos actes.

Le rapport de force réside aussi dans notre capacité à syndiquer dans tous les métiers, tous les statuts, toutes les formes de travail, tous les genres, toutes les origines, tous les âges, comme nous avons su le faire avec les livreurs à vélo de Deliveroo, Frichti, ou encore chez Amazon, dans l'aide à domicile et plus généralement dans les

métiers féminisés du soin et du lien.

Depuis le 19 janvier, des actions et manifestations ont réuni des millions de travailleurs, de retraités, de jeunes, de précaires et privés d'emploi partout autour de nos équipes militantes et de nos UL et UD. Au

En Europe, la guerre déclenchée par Poutine il y a plus d'un an continue. Notre camp est celui de la paix, celui du droit des peuples à l'autodétermination.



**Toutes et tous en manif
à Clermont-Ferrand !**

L'intersyndicale nationale a appelé à une nouvelle journée de grève et de manifestations ce 28 mars contre le projet du gouvernement sur les retraites. Dans son discours d'ouverture, Marie Buisson a proposé « l'interruption de nos débats pendant quelques heures [ce mardi matin] pour que nous manifestations toutes et tous ensemble dans les rues de Clermont-Ferrand ». Proposition adoptée.

moment des luttes, nous sentons encore plus et encore mieux le besoin d'articulation entre nos structures professionnelles et interprofessionnelles. Les mobilisations contre la réforme des retraites sont particulièrement fortes dans les villes moyennes et plus petites du territoire. Partout en France, les manifestations réunissent des millions de personnes. Elles permettent d'échanger sur les luttes sur le besoin de services publics, leur casse, les fermetures de lits d'hôpitaux, de classes, d'administrations aux missions essentielles, comme par exemple les finances publiques qui ont perdu plus de 100 000 emplois ces dernières années.

Lutte contre les idées d'extrême droite

Notre lutte contre les idées d'extrême droite doit s'amplifier, prendre un nouvel élan, à l'occasion du congrès, dans un pays où 89 députés d'extrême droite siègent à l'Assemblée nationale, où la menace de l'accès au pouvoir du Rassemblement national se rapproche d'élection en élection. Certains se laissent bernés par le fin vernis social et la tentative de dédramatisation de ce parti. Certains manipulent la population en laissant à penser que l'extrême droite n'a jamais été au pouvoir et qu'il faudrait essayer. Ils passent sous silence ou tentent de faire oublier la tragédie de la Seconde Guerre mondiale, la coopération politique et patronale avec l'Allemagne nazie. Ils occultent le fait que ce parti a été fondé par d'anciens militaires qui ont pratiqué la torture sur le peuple algérien. La lutte contre l'extrême droite, c'est aussi refuser que des humains, dont des enfants, se noient chaque année par milliers dans la Méditerranée ou soient asphyxiés dans des camions. C'est l'exploitation des ressources par l'infime minorité qui oblige un nombre croissant de personnes à devenir des réfugiés climatiques. Nos luttes nombreuses avec les sans-papiers pour leurs droits de travailleurs et travailleuses et de citoyens et citoyennes font honneur à notre organisation.

La CGT est bien le syndicat de toutes et tous, mais nous pouvons encore mieux l'ouvrir à la jeunesse. Les jeunes

ne sont pas moins concernés ou moins investis que les générations précédentes mais ils et elles ont violemment subi la crise sanitaire. Ils et elles ont besoin de la CGT, la CGT a besoin d'elles et d'eux dans la lutte pour transformer la société et dépasser le capitalisme. Souvent les jeunes, les salariés, les retraités que nous rencontrons ne connaissent pas suffisamment notre engagement sur différents sujets. Nous avons pourtant été plutôt avant-gardistes, par exemple contre toutes les discriminations et pour l'égalité des droits, contre les violences sexistes et sexuelles, avec la création d'une cellule de veille avant même l'émergence de MeToo. La CGT a été en avance, ou, au moins, moins en retard que le reste de la société face à la problématique fondamentale de l'égalité entre les femmes et les hommes au travail. Nos actions, nos tracts, mais aussi nos exigences de parité en interne et l'engagement collectif pour permettre un accès à plus de militantes aux responsabilités envoient un signal fort à toutes celles qui ne sont pas encore convaincues que nous avons besoin d'elles et qu'elles ont toute leur place à la CGT. Notre dernier rapport de situation comparée souligne les progrès réalisés année après année, il montre aussi que nous avons encore de vraies marges de progression.

Unité, mot d'ordre clair et partagé

La formidable mobilisation que nous vivons doit évidemment éclairer les débats de cette semaine. Pour la première fois depuis douze ans, nous avons pu faire le constat de la force donnée par l'unité lorsqu'elle est au service d'une revendication ou d'un mot d'ordre clair et partagé. L'unité de la lutte contre la réforme

des retraites s'est construite sur le refus du recul de l'âge de départ à 64 ans et de l'allongement du nombre de trimestres à cotiser. Cette unité syndicale résonne dans tout le pays comme l'atteste le soutien durable de l'opinion publique aux mouvements de grèves et la participation massive à toutes nos actions. Pour autant, chaque organisation syndicale garde son indépendance, ses modes d'action et ses revendications propres.

Pour nous, la retraite à 60 ans à taux plein et un départ anticipé pour les métiers pénibles ne sont pas négociables.

Dans nos cortèges comme dans les entreprises et services, nous avons dû aller chercher l'ensemble de celles et ceux qui travaillent. Cette unité et notre capacité à faire front ensemble a été mise à rude épreuve par la crise sanitaire. Elle a marqué le mandat qui se termine et, aujourd'hui encore, nous en subissons les conséquences.

Notre système de santé épuisé par les coupes budgétaires, les restructurations, le sous-investissement chronique ne tient plus que par la volonté des personnels et leur investissement jusqu'à l'épuisement, la maladie, le *burn out*.

Dans un pays où les milliardaires affichent une santé financière indécente, plus de 9,2 millions de personnes se retrouvent sous le seuil de pauvreté. Parmi eux, des travailleurs : avec Macron, occuper un emploi ne met pas à l'abri de la pauvreté. Dans certaines professions comme dans la métallurgie, le patronat explose les grilles de classifications dans l'optique de ne plus du tout rémunérer les salariés en fonction de leur qualification mais au poste de travail. Cet automne, les luttes pour l'augmentation des salaires, dans des entreprises comme Total Énergies, EDF, Photonis, Tereos, Geodis,

Les mobilisations contre la réforme des retraites sont particulièrement fortes dans les villes moyennes et plus petites du territoire. Partout en France, les manifestations réunissent des millions de personnes.

RAPPORT D'OUVERTURE



Stran... Elles nous ont permis de remettre dans les débats la question du salaire de base, des grilles de classifications, de l'échelle mobile des salaires. Sans oublier le salaire socialisé et donc les cotisations sociales.

Les dernières réformes ou tentatives de réformes sur l'assurance-chômage ne visent qu'à rendre plus précaire le monde du travail, que ce soit pour les actifs ou pour les privés d'emplois. Notre mobilisation et notre vigilance contre ces réformes doivent rester intactes. Les pseudo-annonces de Macron et de ses ministres sur l'ouverture d'une « concertation » sur le travail ne sont absolument pas à la hauteur des attentes et des besoins. Non aux 64 ans et non à l'allongement de la durée de cotisation. Oui à la retraite à 60 ans ! Oui aux départs anticipés pour travaux pénibles !

Construire des convergences

Les luttes pour le maintien de la production de la papeterie de La Chapelle-Darblay, de l'entreprise de métallurgie Luxfer, de la verrerie Verallia mais aussi la lutte du syndicat CGT des salariés d'Amazon et des associations qui luttent contre « Amazon et son monde » nous ont permis de construire des convergences au service de l'emploi, des conditions de travail et de la préservation de l'environnement. C'est de notre responsabilité de ne pas laisser le capital procéder à un verdissement de façade qui consiste à ne rien changer sur le fond et à continuer à exploiter encore et toujours plus les enfants, les femmes et les hommes comme la planète. La CGT s'est toujours battue pour l'emploi, pour l'emploi industriel. Les camarades de la métallurgie, par exemple, travaillent à une initiative en mai sur la filière automobile en considérant que tout le monde doit avoir accès à la mobilité durable. Notre campagne 15 / 32 / 60, lancée en 2022, se poursuit jusqu'à ce jour. 15 euros brut de l'heure pour le Smic, 32 heures par semaine et la retraite à 60 ans maximum pour toutes et tous. C'est aussi la question de l'indexation des salaires et des pensions sur les prix qui est revenue dans l'actualité en ce moment de flambée de l'inflation.

Le gouvernement a tout tenté pour nous faire taire et éteindre la contestation, malgré le soutien très majoritaire de la population.

Depuis l'automne 2022, nous nous sommes déployés partout pour argumenter contre le recul de deux ans de l'âge de départ en retraite et pour porter les revendications de justice sociale de la CGT. Nous avons appelé à la grève, à sa généralisation et à sa reconduction dans les secteurs professionnels. Nous avons débattu, manifesté, crié, animé les luttes sur les piquets de grève et sur les lieux de vie. La CGT est présente, vivante et combative. Nous avons participé activement à la construction d'une intersyndicale complète des organisations syndicales de salariés en y associant les organisations de jeunesse étudiantes et lycéennes. Face à nous, le gouvernement a tout tenté pour nous faire taire et éteindre la contestation, malgré le soutien très majoritaire de la population et les millions de manifestants et de grévistes.

Depuis des mois, ils refusent d'entendre la colère qui monte et usent de tous les artifices, par l'accumulation de procédures visant à empêcher le débat, jusqu'à l'activation du 49-3 à la dernière minute, le jour du vote du texte à l'Assemblée nationale. À nouveau, ces derniers jours, ils tentent de casser nos grèves et de nous priver de ce droit en réquisitionnant les travailleurs grévistes dans les raffineries et dans la collecte des déchets. Bras d'honneur, mépris, déni démocratique, gardes à vue abusives et violences policières s'ajoutent à la volonté de nous condamner toutes et tous à deux ans ferme de plus au travail ! Alors, oui, notre colère est légitime, oui, elle est justifiée, et oui, nous mènerons la lutte jusqu'au retrait !

Débattons avec force, argumentons

Alors, oui, nous sommes regardés. Oui, nous sommes attendus. Oui, des médias comme *Les Échos*, le journal de Bernard Arnault, ou

le JDD, journal de Vincent Bolloré, ont cherché à nous diviser à l'approche de ce congrès. Bien sûr, qu'ils rêveraient de nous voir nous déchirer.

Alors, débattons avec force, argumentons sans relâche, traçons ensemble des objectifs pour les trois ans à venir. Profitons de cette semaine pour nous retrouver, nous rappeler de ce qui nous lie, de ce qui nous unit et nous permet de faire front ensemble chaque jour pour les intérêts de notre classe ! Et n'oublions pas de remercier toutes et tous les camarades qui nous accueillent et qui ont œuvré à ce que ce congrès puisse se tenir dans les meilleures conditions possibles.

Vive le 53^e Congrès de la CGT ! Vive la CGT ! ♦

BUREAU DU CONGRÈS

SABINE ALEXIS
NICOLAS BENOÎT
KAMEL BRAHMI
MARIE BUISSON
FANNY DE COSTER
SYLVIE GATEAU
JULIEN HUCK
GÉRALDINE MADOUNARI
PHILIPPE MARTINEZ
FRÉDÉRIC SANCHEZ
CHRISTINE GAGNAIRE
STÉPHANE BEAUFILS
CLAIRE SERRE-COMBE
ASTRID PETIT
EMMANUELLE LECORRE
BERNADETTE OBERMEYER
PIERRE LE COCQ

COMMISSION MANDATS ET VOTES

JOCELYNE BOYER
MIREILLE CARROT
CHARLES DASSONVILLE
VÉRONIQUE DEGOIX-GUTTIN
PASCAL FOURNET
YVONNE GABORIT
ÉRIC GRANATA
DIANE GRANDCHAMP
LIONEL LEROGERON
PASCAL MOREL
DAMIEN PAGNONCELLI
SANDY PENNE
CHANTAL PICHOT
STÉPHANIE POCHOLLE

COMMISSION AMENDEMENTS DU DOCUMENT D'ORIENTATION

MARC BASTIDE
JACQUES ÉLIEZ
CATHERINE GIRAUD
LAURENT INDRUSIAK
BENOÎT MARTIN
VÉRONIQUE MARTIN
MICHEL MOLESIN
CATHERINE PARIS
SOPHIE TROCHET
ÉMERIC BAZALGETTE
KARINE TARTAS
VALÉRIE DUBANET
ÉDITH BIECHLE
EMMANUELLE POLEZ
SÉBASTIEN MELIN
RODOLPHE VERGER
FABIEN TRAYAUD
LÆTITIA LARQUIER
AURÉLIEN ALPHON-LAYRE
CAMILLE BORZEIX
DENIS BRÉANT
MARYSE TRETON
NICOLAS RIBO
SÉBASTIEN HESSE
PATRICK RISPAL
EMMANUELLE PARENT
LAURENT ZAGORAC
CLAIRE SERRE-COMBE
KHALID EZZARHOUNI
CHRISTOPHE BENOÎT
NADINE CASTELLANI-LABRANCHE
CHRISTELLE RISSSEL
CÉDRIC BOTTERO
MARC DUJON
DOMINIQUE SIMONNEAU
PABLO AIQUEL
MAGALI ESCOT
ÉLODIE FERRIER
CLARISSE DELALONDRE
MARIE SOUBESTRE
GÉRAUD DOUHAIZENET
BARBARA FILHOL
CHRISTINE DELLIAUX
CHLOÉ BROCCQUET
COLINE BARROIS



LUTTES MARQUANTES



NAVAL GROUP

LA CGT PROPULSÉE EN PREMIÈRE PLACE // En octobre 2022, la CGT est sortie gagnante des élections du comité social et économique (CSE), au sein du groupe français. Elle obtient 30,8% des suffrages, et progresse de 6%, grâce à une campagne dynamique et des revendications au plus près du terrain.



MUMIR UZ ZAMAN/NEP PHOTO

ANDREZ/ABACA

Ce n'était pas arrivé depuis quinze ans. La CGT a remporté, en octobre dernier, les élections du comité social et économique (CSE) de Naval Group, industrie spécialisée dans la construction navale de défense (16 000 salariés répartis sur dix sites). À la faveur de ces élections, qui ont pour but de désigner la représentation du personnel au sein de l'entreprise, près de 31% des salariés ont donné leur voix à la Confédération générale du travail, qui passe ainsi devant la CFDT, enregistrant une progression historique de 6%, tous les collègues confondus, y compris – et c'est une première – chez les ingénieurs et les cadres (deux représentants élus sur le site de Toulon, et un à Brest). « On savait qu'on allait progresser car on a travaillé pour ça, mais on ne pensait pas que la victoire arriverait aussi vite. Ce score dépasse nos espérances », souligne Emmanuel Lequertier, délégué syndical central basé à Cherbourg, qui identifie, derrière cette victoire, une convergence de facteurs favorables. À commencer par les revendications ambitieuses portées par la CGT durant sa campagne électorale, notamment l'exigence d'un 13^e mois de salaire pour lequel l'organisation se bat, de façon constante, et seule, depuis près de cinq ans. Mais ce succès rend également justice à une démarche constructive qui a « *coupé court aux idées reçues. Nous avons démontré que nous étions capables de dire oui à un accord quand il est bon pour le personnel, notamment sur la question du télétravail,*

tout en restant ferme quand il nous apparaissait contraire à ses intérêts », analyse Emmanuel Lequertier. Au-delà de la défense des travailleurs, le positionnement politique de la CGT sur les activités de Naval Group – particulièrement depuis sa privatisation partielle en 2008 et son ouverture à l'exportation d'armes –, dénonçant la signature de contrats d'armement avec des pays comme l'Arabie saoudite, a aussi fait la différence, selon Emmanuel Lequertier : « *De plus en plus de salariés partagent l'idée que les armes ne sont pas des marchandises comme les autres et qu'on ne peut en faire commerce avec n'importe qui.* » Autant de prises de position sur lesquelles l'organisation a su communiquer, à la faveur d'une campagne électorale dynamique, avec des outils novateurs, alliant visuels soignés et vidéos ludiques, dans un souci pédagogique qui a porté ses fruits.

Mais pour Emmanuel Lequertier, cette victoire obtenue par la convergence de ces « *petites choses, met surtout en lumière la présence constante de la CGT sur le terrain, au plus près des revendications des salariés* », qu'elle pourra, désormais en position de force, d'autant mieux défendre. En témoigne, déjà, l'obtention, dans la foulée de ces élections, d'une négociation annuelle obligatoire de haut niveau – avec des augmentations de salaires pour toutes les catégories de salariés –, signée par une coordination intersyndicale qui a tenu jusqu'au bout sans fléchir. ♦ Hayet Kechit



BANGLADESH

LES MULTINATIONALES S'OBSTINENT // Le 24 avril 2013, l'immeuble du Rana Plaza s'effondrait sur les 5 000 ouvriers de l'atelier de confection, causant la mort de 1 000 d'entre eux. Malgré une législation plus dure, les multinationales, qui y sous-traitent leur production dans des conditions indignes, échappent toujours à leurs responsabilités.

C'est l'une des catastrophes les plus meurtrières de l'histoire du travail. Le 24 avril 2013, le Rana Plaza, un immeuble de huit étages abritant des ateliers de confection, dans les faubourgs de Dacca, la capitale du Bangladesh, s'effondre comme un château de cartes.

En son sein, près de 5 000 personnes, dont une majorité d'ouvriers de l'usine textile travaillant pour des marques occidentales. Dans les champs de ruines, comparables à celles d'un séisme, ont été déterrés les corps sans vie de 1 135 personnes auxquels s'ajoutent plus de 2 000 blessés, la plupart amputés de leurs membres, ajoutés à cela tous ceux qui n'ont jamais été retrouvés.

La veille du drame, les ouvriers, décelant les premières fissures, avaient pourtant décidé d'évacuer le bâtiment, avant d'être contraints, sous la menace de leur hiérarchie d'être licenciés, de regagner leur poste.

La cause de ce désastre? Un bâtiment conçu à la va-vite, à l'origine pour être de plain-pied, et dont le propriétaire, à coups de bakchichs auprès des autorités, a empilé les étages au fil du temps, au mépris des contraintes liées à la sécurité, aux fondations, et à la présence de machines pesant plusieurs tonnes.

Au cœur de la catastrophe apparaît un engrenage qui met au jour le concentré de défaillances entourant les conditions de travail du secteur textile au Bangladesh, le deuxième plus important du monde après la Chine. Selon une enquête, publiée en 2022 par l'ONG Oxfam, 9 ouvriers bangladais sur 10 n'ont pas des revenus suffisants pour subvenir aux besoins de leur foyer, sans espoir de voir leurs droits reconnus dans un pays qui réprime ses syndicats et où les entreprises n'ont aucun frein. Parmi ces dernières, nombre de multinationales de l'industrie textile qui prospèrent sur l'exploitation de cette main-d'œuvre. Les décombres du Rana Plaza, où ont été retrouvées les étiquettes de 117 marques, dont celles de Zara, Auchan, Carrefour, Camaïeu, sont ainsi devenues le symbole des dérives meurtrières de la *fast fashion* et de la difficulté à placer devant leurs responsabilités ces entreprises, qui se cachent derrière leurs chaînes de sous-traitants pour ne pas indemniser les victimes. Si cette catastrophe traumatique dans la mémoire collective des Bangladais a contribué à créer une prise de conscience citoyenne mondiale, le chemin est encore long avant d'enrayer ce système extrême de production né de la mondialisation qui laisse sévir les multinationales.

La loi sur le devoir de vigilance, votée en France en 2017, sur laquelle ont travaillé la CGT avec d'autres syndicats et des ONG, se veut une réponse à leur impunité.

« *Mais entre le projet soumis et la loi qui a été votée au Parlement, il y a une grosse différence* », déplore Boris Plazzi, secrétaire confédéral à la CGT, qui dénonce son caractère peu contraignant face à des entreprises qui ont déjà trouvé la parade pour s'y soustraire. Durcir cette loi et l'internationaliser, telle est désormais la feuille de route de la CGT afin que le drame du Rana Plaza ne reste pas vain. ♦ Hayet Kechit

DISCOURS D'ACCUEIL

GHISLAIN DUGOURD

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UNION DÉPARTEMENTALE DU PUY-DE-DÔME

BIENVENUE CHEZ VOUS

UNE TERRE DE LUTTE // Le secrétaire général de l'union départementale de la CGT du Puy-de-Dôme, Ghislain Dubourg, a pris la parole afin d'accueillir comme il se doit les délégués du 53^e Congrès. Un discours parsemé d'anecdotes sur les lieux, l'histoire sociale et les combats marquants qui ont marqué ce territoire. Extraits...

J'ai l'immense joie de vous souhaiter, au nom des syndiqués du Puy-de-Dôme, des unions locales, de l'UD, la bienvenue à Clermont-Ferrand, pour le 53^e Congrès de la CGT.

Notre département tire son nom du géant des Dômes qui a toujours attiré exploits sportifs et scientifiques. Depuis Blaise Pascal et sa confirmation par une expérience que la pesanteur de l'air varie, jusqu'à l'installation d'un observatoire qui deviendra celui des sciences de l'univers, à la renommée internationale, c'est dans le Puy-de-Dôme qu'ont été posées les bases des études atmosphériques. C'est par le train que, dès 1907, marchandises et voyageurs sont acheminés au puy. Destination touristique donc, et terrain de jeu de sportifs. C'est du Puy-de-Dôme qu'Eugène Renaux rallie Paris en biplan en 5h10 en 1911, et le Tour de France donnera à l'ascension du puy une notoriété internationale avec les affrontements légendaires dans la montée, comme entre Anquetil et Poulidor en 1964. L'antenne de Télédiffusion de France, édiflée en 1956, caractérise le puy pour les Clermontois. Elle dépasse parfois des nuages et permet de savoir comment se vêtir chaque matin pour venir au Congrès! Avec la tour, le puy culmine à 1465 mètres. Au-dessus de la chaîne des quatre-vingts volcans des puys du Massif central, particularité géologique unique au monde. Un lieu labellisé Grand Site de France en 2008, inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco en 2018, qu'un train vient desservir afin d'éviter les pollutions des innombrables trajets en bus et voitures.

Une grande région dans la douleur, mais qui cumule des records

Désormais parmi les douze départements de la grande région Auvergne-Rhône-Alpes (Aura), cette nouvelle décentralisation est une fusion mal accueillie en Auvergne. Poids économique plus faible que sa voisine rhônalpine, éloignement des centres de décisions, le Massif central ignoré... Les dirigeants politiques des départements et de la région soulignent à l'époque les risques pour l'Auvergne. Mais la fusion se fait. Aura est la première région industrielle de France. Plus de 511 000 emplois sur 58 000 sites et 18,2% de la valeur ajoutée de la région (13,6% pour le pays). Seconde région la plus riche de France avec un PIB de 283 milliards d'euros, elle dépasse la Finlande! Le dynamisme de l'Aura, par ses créations d'entreprises - 118 277 en 2021 -, son taux de croissance - de + 4% en moyenne sur 10 ans - en fait une des régions les plus attractives. Cela nous permet de tracer une feuille de route revendicative ambitieuse.

«Clermont la rouge», comme titrait *Le Monde* lors des grèves de 1995 est un haut lieu de résistance. Je suis fier de vous y accueillir, même si à l'annonce de la tenue du congrès, malgré la joie d'apprendre que toute la CGT viendrait, j'ai failli me retrouver en PLS [position

latérale de sécurité pratiquée dans le cadre des premiers secours, NDLR]. La tradition de mobilisation de la ville et ses alentours ne s'est jamais affaiblie, en témoignent les 49 300 manifestants de ce 23 mars. Sans la tradition ouvrière du Nord ou de la région parisienne, l'essor de l'industrie du caoutchouc, et de l'automobile avec lui, au début du xx^e siècle, voit naître Michelin, géant du capitalisme mondial et symbole du paternalisme. Vous penserez à nous si le pneu jeté dans un feu de lutte a un Bibendum sur son flanc.

Les racines de l'UD 63

En 1913 se crée l'Union des syndicats ouvriers du Puy-de-Dôme, liée à la CGT. Une trentaine de syndicats se regroupent: mines, coutellerie, artisanat clermontois et industrie caoutchoutière. En 1920, après un appel national, des grèves ont lieu en février-mars, puis après le 1^{er} Mai chez les caoutchoutiers et cheminots. La mobilisation pousse les patrons, dont Michelin, à fermer les usines cinq jours. Des bagarres entre grévistes et non-grévistes font un mort le 3 mai, la ville est en quasi-état de siège. Inexpérience, violences des conflits et répression discréditent le mouvement ouvrier local. Pendant les quinze années suivantes, le syndicalisme a du mal à s'implanter et les grèves restent faibles dans l'industrie privée. Léon Jouhaux, secrétaire général

de la CGT, est reçu deux fois au début des années 1930 et 10 000 travailleurs rejoignent la grève générale lancée par la CGT le 12 février 1934. Fin 1936, l'industrie privée est majoritaire dans la CGT et les femmes la rejoignent par milliers, dont Solange Chalus, dirigeante, après-guerre, de la CGT, symbole de la répression par sa lourde condamnation en 1950 pour entrave à la liberté de travail. De grandes luttes ont jalonné l'histoire de notre UD. Des grèves historiques dans les mines, chez les métallos, contre des rachats ou la répression, pour les droits des femmes, dans la Résistance. Certaines moins médiatiques, mais tout aussi importantes. L'UD CGT du Puy-de-Dôme a fait face à la répression patronale, judiciaire, notamment avec l'échec des manifestations contre les décrets-lois de 1938 qui mettaient en cause les «40 heures». Des dirigeants ont été arrêtés, comme Robert Marchadier, militant syndical le plus lourdement condamné en France (dix-huit mois de prison ferme et cinq ans d'interdiction de séjour). L'État et le patronat ont voulu en faire un exemple pour mater une classe ouvrière présente avec force aux appels de la CGT. Tout syndiqué identifié était jeté dehors jusqu'à ce que les grèves de 1936 permettent d'imposer les délégués d'atelier. La CGT passe alors de dizaines de syndiqués clandestins à plus de 7 000 sur 9 000 salariés! Face au

patron de Michelin, réactionnaire soutenant les cagou-lards contre la République, ses ouvriers étaient à la pointe des mobilisations. Ces batailles continuent, comme les récentes victoires dans la métallurgie

avec Constellium ou aux ACC, dans le commerce contre le travail du dimanche. Dans le Puy-de-Dôme, quand un volcan s'endort, une lutte symbolique se réveille.

Luttes sociales d'hier à aujourd'hui

Je tiens à mettre en lumière encore la victoire des anciens de Luxfer. Leur combat s'inscrit dans le temps long et cette volonté du maintien des activités essentielles restera dans les mémoires. Ils n'ont rien lâché durant mille cent soixante-treize jours de combat, ils ont démontré les limites du système néolibéral. Et les choix d'une minorité d'égoïstes ne pensant qu'à faire grossir leur capital au détriment des travailleuses et travailleurs qui plongent dans la précarité. La crise sanitaire a mis en lumière les faiblesses de notre appareil productif. Du syndicat à la confédération, c'est ce travail transversal coordonné avec les structures territoriales qui permet d'envisager le maintien d'emplois, de l'activité sociale et économique autour d'un bassin en souffrance, condamné à devenir une cité-dortoir d'une grande métropole. Des réunions entre les professions, les structures territoriales ont permis de se sortir de situations de blocage rencontrées. Le travail n'est pas une marchandise et l'humain n'est pas une variable d'ajustement. La voix des travailleurs, de Luxfer ou d'ailleurs, doit être écoutée et pour vivre dignement, redonner du sens au travail, nous exigeons des droits nouveaux. Il n'est pas utopique de penser que la réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires, l'égalité femmes-hommes, mais aussi un nouveau statut du

« Dans le Puy-de-Dôme, quand un volcan s'endort, une lutte symbolique se réveille. »



JEAN-NICHOLAS GUILLO



La réussite des Luxfer s'inscrit dans le temps long et restera dans les mémoires comme une démonstration de la capacité à mettre en œuvre la force de notre organisation pour maintenir des activités essentielles.



JEAN NICHOLAS GUILLO

travail salarié et la création de la sécurité sociale professionnelle puissent créer des emplois pour financer et développer des services publics de qualité.

La CGT l'affirme depuis longtemps: les services publics peuvent garantir l'aménagement et le développement des infrastructures pour la reconquête industrielle. Ces emplois créés permettront le renforcement des services publics dans l'éducation, l'emploi, la justice, le logement, la sécurité, les transports... Dans la bataille contre la «réforme» des retraites, le jeu du «méprisant de la République» doit cesser, au risque d'offrir un boulevard à la «peste brune». Face à la montée d'influence et la banalisation des partis que je qualifie de «fascistes», il faut rappeler que les valeurs du syndicalisme sont à l'opposé de l'idéologie véhiculée par les extrêmes droites. Comme le dit Philippe Martinez, la vitrine change mais la boutique reste la même. Nous devons continuer de montrer que les extrêmes droites ont toujours divisé les travailleurs entre eux. Notre département n'y est pas hermétique, malgré une culture politique profondément ancrée à gauche. J'alerte ici le maire de Clermont-Ferrand et président de la métropole qui a fait preuve d'un mépris total envers la CGT pour son 53^e Congrès. Aucune rencontre n'a eu lieu avec la mairie, pourtant cette semaine apportera des retombées économiques, et le congrès aurait pu être une opportunité pour Clermont et sa candidature comme capitale européenne de la Culture avec les

« Les services publics peuvent garantir l'aménagement et le développement des infrastructures pour la reconquête industrielle. »

artistes et les expositions. Des groupuscules fascistes tentent de s'implanter à nouveau sur Clermont, soyez prudents cette semaine. Le parti Reconquête tient une réunion à Chamalières, un rappeur d'extrême droite se produit dans Clermont. La CGT Puy-de-Dôme avec le collectif de Lutttes contre les idées d'extrême droite du 63 a écrit au préfet, au ministère de l'Intérieur pour exiger l'interdiction de ces rendez-vous. Pour conclure, Clermont-Ferrand a déjà accueilli la CGT, fin décembre 1917, pour une conférence confédérale «devant la situation de la guerre». À l'époque, les deux tendances, majoritaires raliés à l'Union sacrée et minoritaires opposés à la guerre, protesteront ensemble contre la répression enclenchée par Clemenceau. Et se mettront

d'accord sur un texte de compromis sur les propositions de paix russes et américaines. Pour la première fois, les délégués voteront pour que la presse assiste à l'intégralité des débats, et alors que le congrès de 2023 va peut-être désigner une femme à la tête de la CGT, c'est l'occasion de rappeler le vote à l'unanimité, le 25 décembre 1917, d'une extension du droit syndical reconnaissant « le droit à la femme mariée de faire partie d'un syndicat sans l'autorisation de son mari ». Je remercie l'ensemble des militants qui permettent ce moment démocratique essentiel dans notre organisation. Unis et déterminés, ce nouveau monde, allons le chercher! Vive le 53^e Congrès et vive la CGT! ♦

Je suis syndiquée à la CGT depuis 2008 et élue CSE depuis 2016. Je fais partie du collectif Femmes mixité et du collectif LGBT de la confédération. Pour ce 53^e Congrès, je suis déléguée afin de mettre en avant les luttes traversant notre société. Aux Aéroports de Paris, nous avons réussi à bloquer l'aéroport deux fois durant le conflit en cours sur la «réforme» des retraites. Ces actions concrètes nous permettent de maintenir un lien avec nos collègues car, dans notre entreprise, ce lien est très difficile à entretenir avec un CSE par semaine. J'attends de ce congrès de nouvelles perspectives, avec une ouverture sur la jeunesse et sur les femmes. Je serai attentive au débat sur l'incarnation de la CGT. Tout le monde pourra s'exprimer, c'est ce qui sera intéressant. La question centrale de ce congrès sera de savoir si l'on reste dans une CGT qui ressemble à celle des années 1980 ou si l'on cherche à fédérer la jeunesse en s'adressant à elle. Je pense que la CGT doit davantage être le reflet de la société. ♦ A.B.



PAROLES DE ...

Claire Cazin,
51 ans, Aéroports de Paris



Aujourd'hui, Arkema compte quinze sites en France pour un peu plus de 5000 salariés. La lutte qui est restée en mémoire, c'est celle des NAO en 2021, sur laquelle nous avons réussi à partir en grève illimitée pendant plus de douze jours, avec de nombreux blocages de sites. Aucune entrée de camions, ni de sortie : ça reste une mobilisation qui a marqué les esprits. La direction pensait tout avoir réglé en une seule réunion, mais la détermination des salariés à suivre nos revendications, couplée à ce temps de grève, nous a permis de négocier d'une manière avantageuse. Nous avons déjà tenu ce type d'action sur plusieurs sujets, il y a notamment quelques années. Nous avons pu obtenir, au titre de la pénibilité, une cessation anticipée d'activité. Quelque chose qui était fort pour nous également, c'était d'obtenir «un départ une embauche» au sein du groupe. Alors clairement si la «réforme» des retraites ne devait pas être retirée, il est inconcevable qu'on ne se batte pas. Sur tous les sites, systématiquement, il y a des mobilisations, des débrayages lors de chaque journée d'action et, dans l'Eure, ça fait plus de vingt jours que nos camarades sont en lutte pour ça! ♦ S.R.

Christian Lamotte,
58 ans, délégué central et
coordinateur groupe CGT à Arkema



Élise Gâche, 32 ans, syndicats du spectacle (Synptac)



Je suis dans le spectacle depuis 2018 et syndiquée depuis 2020. Au moment du Covid, la question de ce que l'on allait devenir s'est posée, vu que tout était fermé. Je me suis donc dit que c'était le moment de m'investir et de militer. Je suis d'une famille CGT, elle s'est donc imposée à moi. En tant qu'intermittent, on travaille beaucoup tout seul, la sororité de la CGT est donc importante et la structure du syndicat permet d'avoir des projets plus globaux que son propre secteur. Pour mon premier congrès, j'attends de découvrir comment ça fonctionne et de voir ce que vont donner les orientations. En espérant que ça se déroule dans un climat apaisé. Dans le milieu du spectacle, nous nous sommes fortement mobilisés contre la «réforme» de l'assurance-chômage, étant directement concernés. Bien qu'elle soit passée en février 2023, les intermittents dont nous faisons partie n'ont pas été touchés, grâce à une forte mobilisation du milieu. Pour les intermittents, nous aimerions avoir plus de droits syndicaux car, quand on milite, c'est sur notre temps personnel. On ne peut donc pas s'investir complètement ♦ F.H Photos: Jean-Nicholas Guillo



HOMMAGE

ILS NOUS ONT QUITTÉS// Le congrès a salué hier la mémoire des camarades dirigeantes et dirigeants de la CGT qui nous ont quittés depuis le dernier congrès après avoir marqué de leur empreinte l'histoire du syndicat au cours des dernières décennies.

01 Madeleine Alloisio (1929-2021)

Secrétaire générale de l'union départementale du Rhône (1964-1974) et membre de la commission administrative confédérale (1965-1969).

02 Gérard Auburtin (1947-2022)

Secrétaire général de l'union départementale de la Moselle (1980-1983).

03 Jacques Beauvoir (1944-2020)

Secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du verre et de la céramique (1981-2003).

04 Guy Beck (1946-2022)

Secrétaire général de l'union départementale de Haute-Marne (1989-1999).

05 René Bidouze (1922-2022)

Secrétaire général de la Fédération des finances (1963-1970), secrétaire général de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires (1970-1978) et membre de la commission exécutive confédérale (1969-1975).

08 Bernard Chatron (1943-2022)

Secrétaire du comité régional de Rhône-Alpes (1969-2003).

09 Michel Coz (1938-2022)

Secrétaire général de l'union départementale du Finistère (1978-1989) et membre de la commission exécutive confédérale (1978-1989).

10 Ernest Deiss (1934-2022)

Membre de la commission exécutive confédérale (1977-1985), administrateur-trésorier confédéral (1977-1985) et président fondateur d'Indecosa (1979-1983).

11 Georges Delbort (1926-2019)

Secrétaire général de l'union départementale de Paris (1982-1989).

12 Bernard Desormières (1944-2022)

Secrétaire général de la Fédération de la santé et de l'action sociale (1982-1995) et membre de la commission exécutive confédérale (1985-1995).

16 Ivan Hoarau (1955-2020)

Secrétaire général de la Confédération générale du travail de La Réunion (1996-2020).

17 Bernard Isaac (1936-2020)

Secrétaire général de l'union départementale de Seine-Maritime (1966-1993) et secrétaire du comité régional de Normandie (1980-1995).

18 Albert Laiguillon (1935-2022)

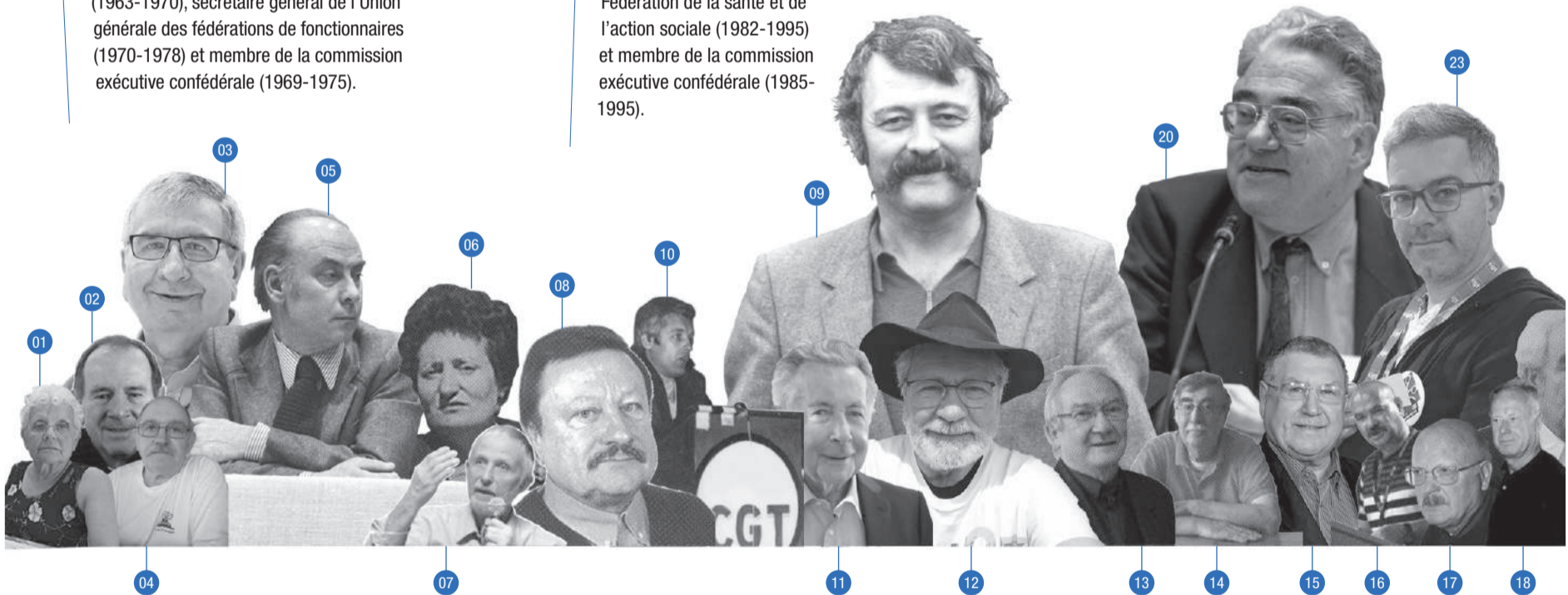
Secrétaire général de l'union départementale de la Charente (1968-1985).

19 Claude Leclerc (1948-2023)

Secrétaire du comité régional d'Alsace (2007-2011).

20 Jean Magniadas (1926-2021)

Directeur du centre Benoît-Frachon (1968-1972) et membre de la commission exécutive confédérale (1972-1989).



06 Simone Bouillot (1921-2021)

Secrétaire générale de l'union départementale de l'Allier (1958-1965), membre de la commission administrative confédérale (1967-1969) et de la commission exécutive confédérale (1969-1975).

07 Pierre Champeaux (1939-2022)

Secrétaire du comité régional de Bretagne (1983-1995) et membre de la commission exécutive confédérale (1989-1995).

13 Jean-Yves Gendron (1951-2020)

Secrétaire général de l'union départementale des Yvelines (1978-1995).

14 Bernard Grandjean (1940-2022)

Secrétaire général de l'union départementale de la Corrèze (1982-1994).

15 Jean-Pierre Grenon (1947-2021)

Secrétaire général de l'union départementale de Charente-Maritime (1990-1998), secrétaire du comité régional de Poitou-Charentes (1998-2003) et membre de la commission exécutive confédérale (1995-2003).

21 Marc Maisonnave (1955-2020)

Secrétaire général de l'union départementale de Lot-et-Garonne (2022-2011).

22 Serge Mangeonjean (1936-2022)

Secrétaire général de l'union départementale des Vosges (1967-1977).

23 Hugues Miller (1967-2020)

Membre de la commission exécutive de l'union départementale de la Moselle (2006-2020).



- 24 **Bertrand Page (1946-2021)**
Secrétaire général de la Fédération des tabacs et allumettes (1979-2004) et secrétaire général de L'Avenir social au début des années 2000.
- 25 **Alain Prévost (1954-2022)**
Secrétaire général de l'union départementale des Hauts-de-Seine (1997-2005).
- 26 **Alain Renault (1958-2022)**
Membre de la commission exécutive confédérale (1995-2005) et secrétaire général de la Fédération des transports (1996-2006).
- 27 **Henri Rollin (1931-2022)**
Secrétaire général de l'union départementale des Yvelines (1966-1978).
- 28 **Michel Rondeau (1943-2022)**
Secrétaire général de l'Union fédérale des ingénieurs, cadres et techniciens de la métallurgie (1987-1994) et membre de la commission exécutive confédérale (1992-1995).



ANTIFASCISME

FRUSTRATIONS// Les idées réactionnaires et d'exclusion portées par les partis d'extrême droite dépassent parfois le cercle étroit de leur clientèle habituelle.

Les crises économiques qui secouent régulièrement le monde capitaliste créent des situations génératrices de frustrations sociales que les partis fascistes exploitent à tout-va. Or les travailleurs ne sont pas naturellement immunisés contre la tentation du pire. Si la lutte contre l'extrême droite a des dimensions politiques et sociales, elle est d'abord un combat pour des valeurs. Les nationalistes nient les clivages sociaux et prônent une vision fermée de la nation qui entraîne, au nom d'une prétendue « protection du travail national », une division entre travailleurs français et étrangers. À l'inverse, la CGT se réclame, au nom des valeurs de l'internationalisme, de la solidarité entre travailleurs de toutes origines. Elle porte une vision du monde structurée par le clivage de classe et non par celui des frontières. Elle est fière d'avoir compté dans ses rangs des personnalités comme Henri Krasucki ou Missak Manouchian et porte dans ses gènes l'héritage des luttes antifascistes des années 1930. L'extrême droite sortira fortement discréditée des crimes de la collaboration, mais le conflit franco-algérien va fournir un terrain favorable à la renaissance du fascisme. L'adoption en 1959 du principe de l'autodétermination pour l'Algérie radicalise les partisans de l'Algérie française, dont une frange bascule dans le terrorisme. L'OAS devient le nouveau visage du fascisme. Au métro Charonne, le 7 février 1962, la CGT paiera un lourd tribut à son combat pour « faire échec au fascisme » et « instaurer la paix en Algérie ». À partir des années 1990, le Front national entend faire fructifier ses succès électoraux. Il développe un discours plus « social » et une posture antisystème qui lui offrent le double avantage de conforter son ancrage populaire tout en favorisant son intégration républicaine. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre les divers essais d'implantation syndicale lancés par le FN dans les années 1995-1996 au sein de corporations jugées utiles à son développement. La CGT s'emploiera avec énergie à faire barrage à ces tentatives et des recours judiciaires mettront fin à ces expériences. Aujourd'hui, la force de Marine Le Pen réside moins dans sa capacité à produire des idées nouvelles qu'à élaborer un système d'explication du monde simple et cohérent. La nation française est menacée par un double péril. Externe avec la mondialisation et ses acteurs que sont le monde de la finance, celui du capitalisme multinational et des institutions européennes. Et interne avec la dénonciation du péril islamiste qui lui permet d'enrôler dans des combats douteux certaines valeurs républicaines comme par exemple la laïcité ou le féminisme. Dans ce système qui conjugue valeurs sociales de gauche et valeurs politiques de droite (ordre, autorité, etc.), la question sociale et les affrontements de classe sont finalement dissous dans une vision du monde où les affrontements culturels et ethniques occupent une place dominante. En somme, une actualisation du fameux slogan des années 1930 « ni droite, ni gauche, français ! ». Ne baissions pas la garde. ♦ IHS



- 29 **François Thiery Cherrier (1958-2019)**
Secrétaire général de l'union départementale du Puy-de-Dôme (2000-2010), membre de la commission exécutive confédérale (2003-2016) et secrétaire de l'Union confédérale des retraités (2011-2019).
- 30 **Roger Tindillière (1930-2020)**
Secrétaire général de l'union départementale de l'Allier (1971-1983).
- 31 **Pierre Vincent (1940-2020)**
Secrétaire général adjoint de la Fédération des cheminots (1976-1983) et membre de la commission exécutive confédérale (1978-1983).

COMMISSION MANDATS ET VOTES

ZOOM // Les 1 000 délégués, dont 100 retraités, ont été mandatés par les fédérations et les unions départementales. Près de 80 % d'entre eux participent pour la première fois à un congrès confédéral. Diane Grandchamp et Lionel Lerogeron, membres de la direction confédérale sortante, ont présenté le rapport de la commission mandats et votes.

L'importance de la commission mandats et votes sur le déroulement du congrès n'est plus à démontrer. Après avoir vérifié que la représentation des délégués est conforme aux statuts et aux règles fixés par la commission exécutive confédérale (CEC), la commission soumet à l'approbation du congrès le nombre de voix disponibles, ce qui permettra de vérifier et valider toutes les opérations de vote prévues jusqu'à jeudi soir. L'approbation de ce rapport par le congrès certifie donc la légitimité qu'il sera amené à prendre jusqu'à jeudi soir. La commission des mandats et votes que vous venez d'élire vient de se réunir. J'ai le plaisir de vous présenter ce rapport. Avant de voir, ensemble, la photographie exacte des congressistes de notre 53^e Congrès, il nous a semblé important de revenir sur les nombreux mois de préparation.

Un engagement collectif des organisations

Le CCN [comité confédéral national, NDLR] des 16 et 17 novembre 2021 a, dans le respect de nos statuts et règles de vie, défini les critères de mandatement et la méthode de travail. C'est donc sur cette base que la commission a travaillé, durant plus d'un an, avec l'ensemble des organisations. La participation au congrès de camarades issus de l'ensemble des catégories professionnelles, mais aussi de secteurs d'activité ou contrats de travail divers, est garante de notre volonté de construire notre activité CGT avec l'ensemble du salariat.

Même si des difficultés persistent, les objectifs que s'est fixés le CCN pour gagner la participation de 1 000 délégués (900 actifs et 100 retraités), gagner la parité au congrès et gagner la participation de 200 jeunes font partie des éléments d'impulsion d'un mandatement représentatif. Conformément aux statuts, le nombre de délégués par union départementale et par fédération s'est effectué sur la base des FNI [fonds national interprofessionnel] réglés à CoGéTise au 31 mai 2022 pour les exercices 2019-2020-2021. L'engagement collectif des unions départementales et des fédérations avec les syndicats dans le travail conséquent d'un mandatement représentatif du monde du travail et de la vie de la CGT permet de renforcer notre cohérence, nos combats communs, en partant des réalités et expériences diverses.

Cet engagement a été renforcé grâce à la décision du CCN de décloisonner la répartition des professions que nous avons ainsi établie au niveau régional et non plus départemental. Cela a permis de progresser dans le travail politique du mandatement, en prenant en compte les réalités et éviter une vision administrative basée simplement sur des calculs arithmétiques.

“Toujours mieux représenter la diversité du salariat et des adhérents de la CGT.”



Cette méthode de travail a nécessité des échanges approfondis entre professions et territoires. En partant des éléments décidés dans la délibération du CCN que j'ai évoquée, la commission a engagé trois phases de réunions des organisations en régions, soit près d'une quarantaine de réunions.

96 % de comandements réussis

Lors des différentes rencontres, les échanges collectifs ont permis à chacun de donner ses réflexions et propositions. L'engagement de la quasi-totalité des organisations dans ces réunions est à saluer. Les éléments apportés par les uns et les autres dans les débats collectifs ont été riches. *A contrario*, les absences, même minoritaires, ont créé des situations d'incompréhensions avec les syndicats sur la mise en œuvre de la décision collective. Quels que soient les arguments qui ont pu être développés par les

organisations, ils démontrent que nous avons été loin d'une démarche administrative et bien dans la volonté commune de renforcer encore la CGT pour construire notre activité avec l'ensemble du salariat. La commission a été confrontée dans seulement deux cas à devoir invalider le mandatement du fait du

non-respect des valeurs de la CGT. Notre capacité collective à mettre en œuvre le comandement unions départementales et fédérations a été largement positive. Ainsi, ce sont 96 % des mandatements qui sont l'aboutissement d'un accord entre profession et territoire. Là où les propositions différentes entre union départementale et fédération ont persisté, la règle commune à tous a été d'organiser des réunions des syndicats du champ professionnel dans le département concerné afin que ce soient les syndicats qui décident de leur délégué et ce, sous la responsabilité des fédérations et UD. Cette démarche acceptée et appliquée par une très large majorité des organisations a permis de dépasser les difficultés et valoriser les rapports collectifs et constructifs entre les unions départementales et les fédérations qui ont eu lieu durant plus d'un an, et qui ont abouti, nous le rappelons, à 96 % de comandements sans difficulté. Les réelles difficultés que nous rencontrons collectivement se sont essentiellement situées dans la capacité à atteindre la parité des congressistes au congrès, et à gagner la participation des jeunes de moins de 35 ans.

Des difficultés pour la parité

La décision du CCN de travailler à la proportion femmes/hommes pour chaque fédération en fonction du taux de féminisation dans la profession n'a pas été appliquée par tous. Si cette situation peut être

“ Notre capacité collective à mettre en œuvre le comadatement union départementale et fédération a été largement positive.

Diane Grandchamp, direction confédérale sortante

expliquée pour certaines organisations – par une différence importante entre le taux de féminisation dans la profession et le taux de syndicalisation des femmes dans certains secteurs – cela n’est pas vrai pour tous. Nous avons encore un effort à faire pour faire sauter les freins et permettre aux femmes de mener l’activité militante. Nous devons redoubler d’efforts et nous donner les moyens de lever la chape de plomb imposée par la société patriarcale.

Pour garantir la parité au congrès, la commission a décidé de valider au fur et à mesure les mandatements en veillant, par profession, au respect du taux de féminisation qui avait été déterminé. La validation du mandatement de certains camarades hommes a donc été retardée. Nous concevons que cette situation n’a pas été simple pour eux. Mais la démarche de la commission a permis d’impulser une action plus volontariste dans les fédérations en recul sur cet objectif. Si certaines validations ont été retardées, la commission les a tout de même enregistrées. Mais pour cela, la commission a dû décider de baisser l’objectif de la participation de déléguées femmes de 50 % à 45 %. Soit au même niveau qu’au 52^e Congrès.

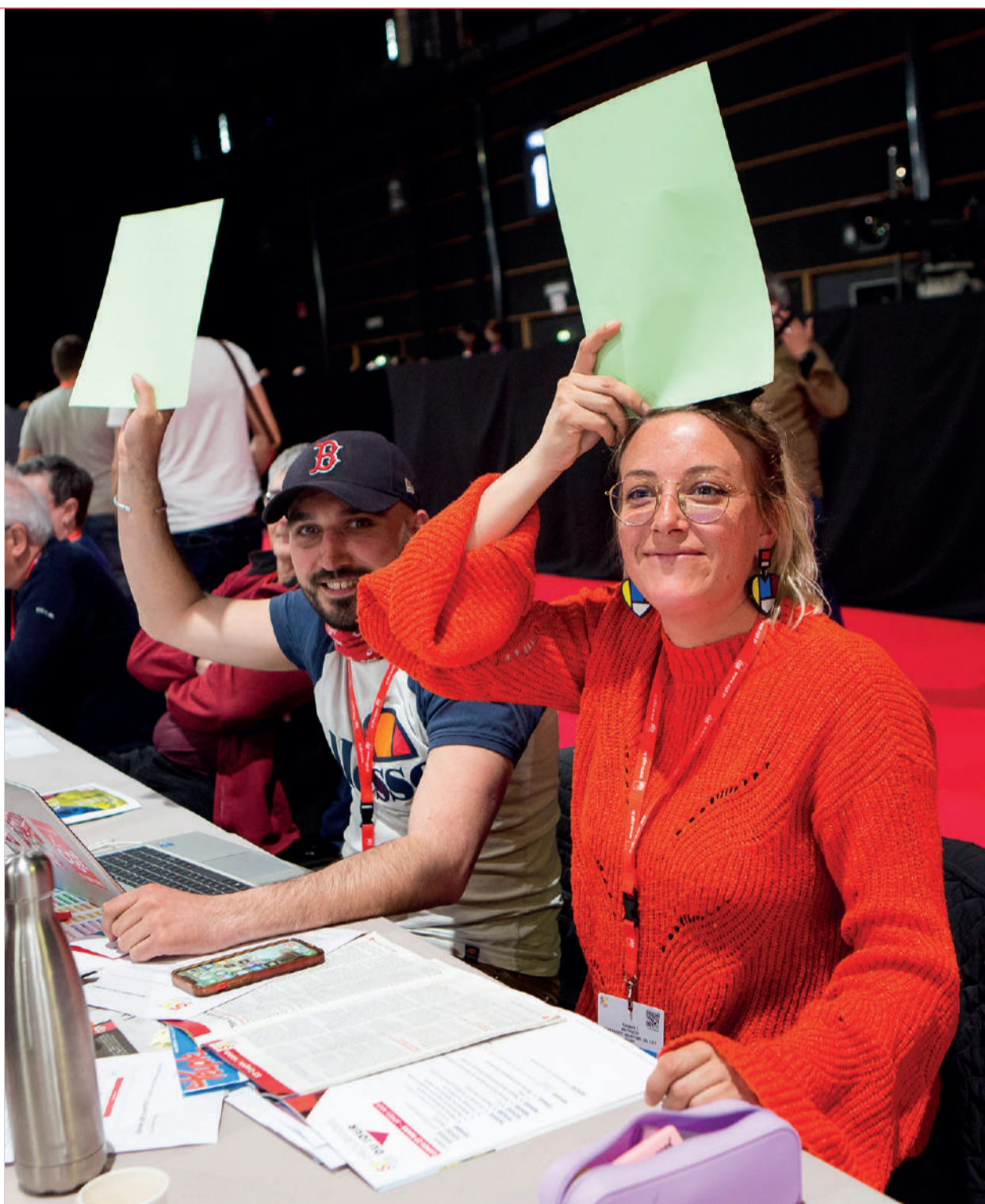
Concernant les jeunes, nous sommes loin des objectifs que nous nous sommes fixés. Sur cette question aussi, nous devons fournir des efforts, notamment pour gagner leur syndicalisation et leur laisser la place pour qu’ils prennent des responsabilités. Là aussi, donnons-nous les moyens pour lever les freins à leur engagement.

Nous appuyer sur nos forces

Si nous devons lever les difficultés que nous rencontrons collectivement, nous devons aussi nous appuyer sur nos forces. Notamment sur l’engagement collectif sérieux et conscient des unions départementales, des fédérations et des syndicats, que nous avons connu durant plus d’un an de travail pour le mandatement au 53^e Congrès.

Si nous avons dû repousser les délais de finalisation du mandatement pour prendre en compte des situations objectives causant du retard pour certaines fédérations – notamment du fait des élections dans la fonction publique –, l’effort collectif nous a permis d’avoir de l’avance dans le mandatement en comparaison du 52^e Congrès. Un congrès est un moment important dans la vie démocratique de notre organisation. La qualité du congrès tient à la fois de sa préparation et de sa tenue. La commission a donc envoyé deux guides du délégué, en juin et en décembre 2022, afin de donner aux délégués les moyens de mieux appréhender leurs responsabilités et d’impulser la visite des syndicats que vous représentez. Le lien avec nos syndicats, les débats, les rencontres que nous avons avec les syndiqués sont indispensables pour l’ensemble de nos dimensions syndicales. La préparation du congrès avec nos syndicats et les syndiqués permet que ce moment démocratique se nourrisse au plus près de leurs vécus, de leurs analyses, de leurs propositions pour renforcer la CGT et, finalement, construire le rapport de force pour gagner. Les rencontres préparatoires au congrès avec les syndicats, les interventions des délégués sur leurs expériences et appréciations en partant des réalités sont d’un apport inestimable pour toute la CGT. Et nous en sommes convaincus, ce sont ces rencontres de syndicats que vous représentez qui vont nourrir nos débats durant toute cette semaine.

“Redoubler d’efforts pour lever la chape de plomb du patriarcat.”



Le congrès dispose de 574 886 voix

Le congrès dispose de 574 886 voix (il disposait de 615 438 voix au 52^e Congrès). L’ensemble des délégués présents au congrès représentent 565 042 voix. Pour les votes, la proclamation des résultats se fera selon l’article 27.7 des statuts de la CGT à la majorité simple, comme stipulé dans le règlement du congrès. Notre congrès est au départ composé de 1 000 délégués. Une fédération n’est pas représentée au congrès. La fédération de la police, pour un délégué. La situation de cette fédération n’a pas pu être réglée par le CCN durant le dernier mandat. Pour le 53^e Congrès, aucun délégué ne pouvait être valablement mandaté du fait de l’absence

d’une direction fédérale élue. Le syndicat général CGT des personnels de la police nationale et du ministère de l’Intérieur a proposé un camarade pour représenter les adhérents de la fédération. La commission n’a pas pu valider cette proposition. En effet, comme le confirme d’ailleurs les éléments d’affiliation fournis par le syndicat, celui-ci est désormais affilié à une autre fédération. En plus de ce cas particulier, pour diverses raisons, des délégués mandatés n’ont pas pu être présents

dans les derniers jours, y compris ce matin, ce qui n’a pas permis de faire venir leurs suppléants. Absences à caractère personnel, maladie, absences dues aux luttes dans l’entreprise, au manque de libertés syndicales : ils et elles sont 23 à ne pas avoir pu se libérer pour honorer leur mandat. Ce sont donc 942 délégués présents à l’ouverture du congrès qui sont habilités à prendre part aux votes conformément à l’article 27-4 des statuts confédéraux. Encore une fois, les organisations ont fait un effort pour permettre à des camarades de participer pour la première fois au congrès confédéral. Vous êtes 747 primo-congressistes soit 79,1 %. Une proportion identique depuis maintenant plusieurs congrès, 80 % au 52^e, 78 % au 51^e et 81 % au 50^e Congrès. Sur les 845 délégués actifs, nous comptons 383 femmes, soit 42 %. Comme je l’ai déjà expliqué, nous avons, comme au dernier congrès, rencontré des difficultés pour atteindre une véritable parité.

Plus de place aux femmes et aux jeunes

Être à l’image du salariat et permettre à toutes et tous de prendre leur place dans la CGT. 50 % de l’humanité sont des femmes. En France, elles représentent près de 50 % du salariat. L’égalité femmes-hommes ne peut être un simple slogan dans nos pratiques. Cette question ne devrait pas faire débat dans notre organisation. La démarche permettant aux camarades femmes

COMMISSION MANDATS ET VOTES

“ L'égalité femmes-hommes ne peut être un simple slogan dans nos pratiques. Cette question ne devrait pas faire débat dans notre organisation. ”



de participer au congrès ne devrait pas connaître de freins. Les jeunes de moins de 35 ans représentent 39 % du salariat. Chômage, précarité à outrance, ubérisation sont le quotidien de cette jeunesse que le patronat leur impose. Mais, loin d'être résignés, ils se battent pour garder les conquies arrachés par leurs aînés. Et pour gagner de nouveaux droits. Nous le voyons dans les mobilisations, ils et elles sont de plus en plus nombreux dans les manifestations et dans les grèves. Ils sont conscients des enjeux et des luttes à mener. Capables d'être acteurs, décideurs, capables de diriger. Alors ouvrons-leur les portes en grand et donnons-leur les moyens de s'engager pleinement dans notre CGT. La moyenne d'âge du congrès est de 49 ans, soit une régression. Elle était de 47 ans au 52^e Congrès.

Des plus anciens aux plus jeunes

Ces quelques éléments permettent d'avoir une photographie de qui sont les délégués au 53^e Congrès. Qui sont celles et ceux, qui comme tous les militants, s'engagent quotidiennement pour continuer à renforcer la CGT. Et qui, cette semaine, ont pris une responsabilité supplémentaire, celle de représenter les syndicats et de porter leurs analyses, propositions, décisions, débattues et définies collectivement avec les syndiqués. Avant d'aborder la dernière partie du rapport de la commission, nous tenions à remercier l'ensemble des camarades du secteur confédéral Vie syndicale qui se sont engagés au côté de la commission depuis plus d'un an. Ces camarades qu'on ne voit pas et dont le travail de saisie, de statistiques, de classement est indispensable. Merci à elles et eux et notamment à Ferial, Valérie et Quentin. Nous allons terminer ce rapport par un moment des plus fraternels, une tradition importante dans la CGT avec un salut fraternel à la plus ancienne et au plus ancien et à la plus jeune et au plus

jeune d'entre nous. Jeanine Calado a 79 ans, elle vient de la fédération des banques et assurances du syndicat HSBC de Paris. Elle a été embauchée en 1960 au Crédit commercial de France et a décidé d'adhérer à la CGT pendant les luttes de 1968. Dans son parcours militant, ce qui lui revient en premier, c'est la solidarité et la fraternité. En 1993, le patronat dénonce la convention collective et négocie en catimini avec les autres syndicats. La lutte s'engage et, pour convaincre les salariés, elle impose une exposition dans les locaux du restaurant d'entreprise reprenant les revendications CGT. La direction utilise alors la répression syndicale allant même jusqu'aux attaques personnelles. La machine CGT se met en place, tracts, pétitions, manifestations, les camarades sont nombreux pour défendre leur déléguée. Encore maintenant, elle le dit haut et fort, nous n'avons rien lâché et nous avons gagné! Jean-Pierre Ghiotto a 78 ans. Il vient de la Filpac, du syndicat Cedag de Créteil. Il a fait l'école Estienne et, au milieu des fils de patrons, comme il le dit encore en riant, il faisait partie des rares élevés du «peuple». En 1964, il adhère à la CGT, il est alors cliché de presse. En 1968, il fait partie des camarades à qui la CGT demande de ne pas faire grève pour que les journaux paraissent, informer la population des puissantes mobilisations est indispensable. Un de ses combats, c'est le conflit du *Parisien*. Et avec un ton rieur, il se souvient des actions du syndicat la nuit pour empêcher la sortie du journal. «*J'ai même bloqué une voiture sur le pèrif, mais ce n'était pas la bonne*», s'amuse-t-il. Puis, il a été embauché au journal *Le Monde*, il passe cadre dans la direction de l'imprimerie. À 52 ans, il est remercié et

part en préretraite. Il a assumé et assume encore de nombreuses responsabilités dans sa fédération. Il a participé à de nombreux congrès de la CGT, mais en coulisse, car il était une des plumes de notre journal *le Peuple*. S'il a été le plus jeune délégué au congrès de son UFR, il est le plus ancien de notre 53^e Congrès. Les

“Les jeunes sont capables d'être acteurs, décideurs et dirigeants. Ouvrons-leur les portes.”

deux plus jeunes délégués sont le reflet, à la fois de la précarité que la jeunesse subit, mais aussi de la détermination de cette jeunesse dans la lutte. Elle et il sont du Comité national des privés d'emploi et précaires. Judith Briat Galazzo a 22 ans. Elle travaille dans la grande distribution pour pouvoir payer ses études à la fac de Saint-Étienne. La résignation, elle ne connaît pas. Où qu'elle soit, elle est de ceux qui revendiquent. À

la bibliothèque universitaire d'abord, avec ses camarades, où ils ont mené une lutte victorieuse pour les salaires. Dans sa fac, ensuite, où ils se sont battus pour avoir un représentant CGT élu au conseil d'administration. Nous l'invitons à nous rejoindre à la tribune. Kevin Delroche a 23 ans. Avec un CAP, à Douai, il ne connaît que les petits boulots, stages et périodes de chômage. Le patronat rêve d'une jeunesse qui cède au renoncement, mais comme de nombreux jeunes, il ne reste pas l'arme au pied. Au contraire, il est de toutes les mobilisations et notamment contre la «réforme» de l'assurance-chômage. Et quand un camarade est radié par Pôle emploi, c'est avec détermination qu'il exige du directeur la réinscription. De ces victoires, il en est fier. Vous avez maintenant à vous prononcer sur ce rapport par un vote à main levée et donc à valider la légitimité de ce congrès qui, nous vous le rappelons, est composé de 942 délégués représentant 565 042 voix. ♦

“ Le congrès en chiffres : 942 déléguées et délégués sont porteurs de 565 042 voix. Et les femmes représentent 42 % des congressistes.

PHOTO DU CONGRÈS

VISAGES

PHOTOGRAPHIE DU CONGRÈS// La forte proportion, cette année, du nombre de nouveaux congressistes témoigne concrètement d'un renouvellement des bases syndicales. La parité femmes-hommes, quant à elle, reste un objectif à réaliser.

Le congrès dispose de 574 886 voix (il en disposait de 615 438 voix en 2019). Les 942 délégués présents représentent 565 042 voix. Ils ont été habilités à prendre part aux votes. Ils et elles sont 23 à ne pas avoir pu, pour diverses raisons, notamment le manque de libertés syndicales, se libérer pour honorer leur mandat. Il y a 747 primo-congressistes, soit 79,1 % contre 80 % au 52^e Congrès.

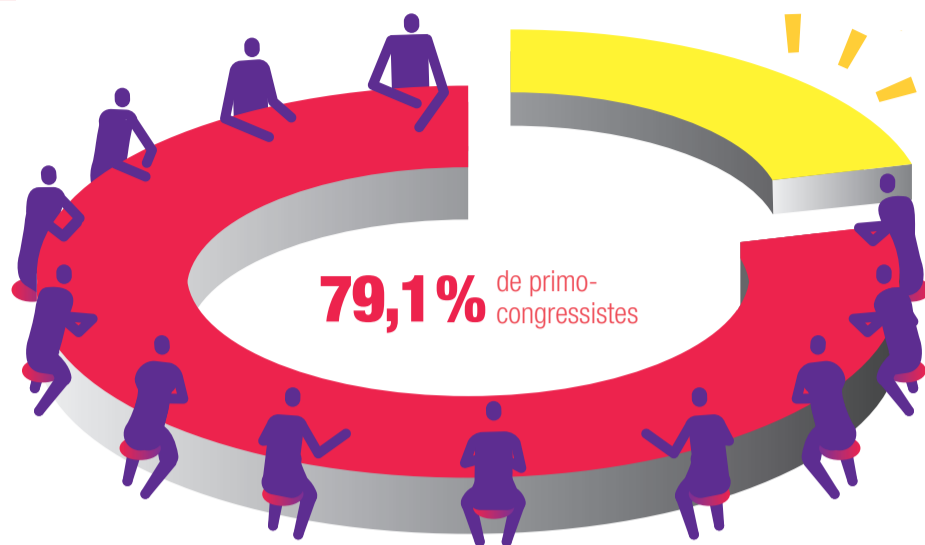
Le long chemin de la féminisation

L'égalité femmes-hommes ne peut être un simple slogan et ne devrait pas faire débat dans la CGT. La démarche de permettre aux camarades femmes de participer au congrès ne devrait pas connaître de freins. Treize fédérations ont atteint ou dépassé les objectifs de mandatement de camarades

femmes à la fois vis-à-vis du taux de féminisation dans la profession mais aussi du niveau de syndicalisation. Neuf fédérations n'ont pas atteint dans leur délégation la répartition femmes-hommes en fonction du taux de féminisation de la profession. Sur les 845 délégués actifs, 383 sont des femmes, soit 42 %. Comme au dernier congrès, des difficultés ont été rencontrées pour atteindre une véritable parité.

Rajeunissement ralenti

Concernant les jeunes, 3 ont moins de 25 ans, 23 moins de 30 ans et 81 moins de 35 ans. L'objectif fixé était de 200 délégués de moins de 35 ans. Au 53^e Congrès, on en compte seulement 81 contre 125 au 52^e Congrès. Les jeunes de moins de 35 ans représentent 39 % du salariat. Chômage, précarité à u-



trance, ubérisation sont le quotidien de cette jeunesse que le patronat leur impose. Mais loin d'être résignés, ils se battent pour garder les conquits arrachés par leurs aînés, et pour gagner de nouveaux droits. Nous le voyons dans les mobilisations, ils et elles sont de plus en plus nombreux dans les manifestations et dans les grèves. Ils et elles sont conscients des enjeux et des luttes à mener, capables d'être acteur, décideur, capables de diriger. La CGT doit leur ouvrir la porte en grand et leur donner les moyens de s'engager en se syndiquant. La moyenne d'âge du congrès est de 49 ans, soit en régres-

sion. Elle était de 47 ans au 52^e Congrès.

La situation des délégués

On peut dénombrer 845 délégués actifs, 97 retraités et 7 privés d'emploi. 794 délégués actifs sont en CDI, soit 84,3 %. Ils étaient 87 % au 52^e congrès. Concernant la répartition public/privé, les délégués du public sont majoritaires à 55,6 %. Pour les catégories socio-professionnelles, 187 sont ouvriers soit 21,5 % (21,1 % au 52^e Congrès), 370 sont employés soit 42,4 % (42 % au 52^e), 342 sont ingénieurs, cadre ou techniciens soit 36,1 % (34,6 % au 52^e Congrès). ♦ **Yvon Huet**

FOCUS FEMMES

PARITÉ

LE PLAFOND DE VERRE DEMEURE// Peut mieux faire. De plus en plus nombreuses, les femmes représentent 39 % des membres de la CGT. Elles continuent à être sous-représentées dans les instances dirigeantes, à l'exception de la commission exécutive confédérale et du bureau confédéral à totale parité.

L'édition 2023 du rapport de situation comparée entre les femmes et les hommes de la CGT (RSC), document rédigé annuellement depuis 2015, dresse une analyse fine de la présence des femmes au sein de l'organisation et de ses instances. Les progrès, réels, restent lents et fragiles. La part des femmes syndiquées dépasse aujourd'hui 39 % et représente 47,9 % des nouvelles adhésions. Ces chiffres, en hausse depuis 2009, sont inférieurs de 9 points à la présence des femmes sur le marché du travail (50,1 % des femmes en emploi salarié en 2019).

Cette féminisation croissante ne se traduit pas au sein des instances de direction du syndicat et de ses fédérations. Au niveau confédéral, la commission exécutive confédérale et le bureau confédéral sont les seules instances paritaires, une obligation pour présenter une liste au congrès. Les militantes ne représentent en revanche que 25,7 % du comité confédéral national, une présence qui a triplé depuis 1989 mais qui reste loin des objectifs de parité défendus par la CGT.

Peu de femmes dirigeantes

Les mêmes disparités s'expriment au niveau des fédérations et des unions départementales. Comme en 2020, la CGT ne compte que 8 femmes secrétaires générales de fédération (sur un total de 33). 23 des 96 unions départementales du syndicat sont aujourd'hui dirigées par des camarades féminines. Le regroupement des régions en 2019 a en revanche largement favorisé la parité au sein



des comités régionaux, à 42,9 % dirigés par des femmes. Ces moyennes cachent de fortes disparités au sein des directions des fédérations, entre les secteurs au salariat féminisé et ceux à dominante masculine. La Fédération

nationale des syndicats maritimes ne compte toujours aucune femme au sein de son bureau ou de sa commission exécutive. Comme elle, la Fédération nationale des salariés de la construction, bois et ameublement, celle des Ports et docks et celle des professionnels de la vente ne comptent aucune femme dans leur bureau. 15 comptent aujourd'hui plus de 40 % de femmes au sein des instances dirigeantes.

Une lente progression

La part des femmes dans les instances de la CGT demeure loin d'une juste représentation de la féminisation du syndicat ou du monde du salariat. Mais plusieurs indicateurs du RSC dénotent une dynamique positive en faveur de l'égalité femmes-hommes. La participation des femmes aux instances de direction de toutes les organisations de la CGT se poursuit et dépasse en moyenne le tiers. La plupart des fédérations ayant eu leur congrès en 2022 ont vu progresser la part des femmes dans leurs organes de direction. C'est par exemple le cas de la Filpac, qui compte aujourd'hui 24,6 % de femmes dans ses instances décisionnaires contre 5 % lors de son précédent congrès, ou encore de la fédération Textile-habillement-cuir-blanchisserie, qui passe de 29 % à 43 %. Près de 60 % des organisations de la CGT sont aujourd'hui dotées de commissions ou de personnes référentes sur les questions de parité. Ce chiffre a doublé depuis la première édition du rapport de situation comparée en 2015.

♦ **Clément Pouré**



CULTURE

INCONTOURNABLE // Parcours artistique. Photographies de Sebastião Salgado, collages, sérigraphies et dessins signés Ernest Pignon-Ernest, timbres, affiches et tracts archivés par l'IHS. Trois importantes expositions qui témoignent de la grande œuvre humaine et sociale.

Belle résonance des œuvres d'Ernest Pignon-Ernest

Résolument avant-gardiste, Ernest Pignon-Ernest traverse le temps en recréant du vivant et de la poésie dans les rues des cités, depuis 1966. Précurseur de l'art urbain éphémère, l'artiste nous invite ici à reconsidérer l'espace public en posant un autre regard sur ses sérigraphies, dessins et photographies qui sont, à chaque fois, impulsés par son fort engagement pour les justes causes. De Pasolini portant son propre cadavre, à Pablo Neruda, Jean Genet en 2006, Maurice Audin ou Henri Alleg en 1963 sur fond du journal *Alger Républicain*, chaque œuvre traduit le vif regard combatif que porte l'artiste sur le monde. Comme un cri que Pignon-Ernest voudrait faire résonner longtemps. Ainsi en est-il de cette étude sur les immigrés ou encore de Johannesburg 2002. Ravi de sa collaboration au 53^e Congrès de la CGT dont il est fidèle, notamment en tant que fondateur du syndicat des artistes plasticiens (Snap), Ernest Pignon-Ernest, fraîchement académicien, ne manque pas de préciser : « Cette exposition était une évidence pour moi. Le lien entre le monde du travail et celui culturel est historique depuis les blouses de travail du XIX^e siècle ». À visiter sans modération.



JEAN NICHOLAS GUILLO



JEAN NICHOLAS GUILLO

Vertigineuses mines d'or

De 1979 à 1992, année où la mine d'or fut inondée, c'est au péril de leur vie que les chercheurs d'or de l'État de Parà, au nord du Brésil, étaient plus de 50 000 à s'enliser chaque jour, sur des chemins pentus et boueux, à plus de 200 mètres de profondeur, en espérant trouver la pépite gagnante. Avec une cinquantaine de photos noir et blanc, grandeur nature, l'exposition de Sebastião Salgado est bien plus qu'un simple témoignage de l'exploitation de l'homme au travail. Elle donne à voir une ville à échelle humaine, aliénée par une quête vitale pour la survie. Une mine vertigineuse où cohabitent la solidarité, la fatigue et la force des mineurs, souvent jeunes, parfois plus vieux, pieds nus ou en chaussures usées, prêts à quitter leur famille pour pouvoir la faire subsister, mais restant toujours dignes et debouts malgré la violence exercée par la police d'État, envoyée pour veiller à l'ordre. Une exposition phare à voir ou à revoir et où l'on ne peut s'empêcher de penser aussi aux différents lieux d'observations de celui qui a immortalisé une partie de l'histoire brésilienne.

Quand les peuples font l'histoire

Proposée par l'Institut d'histoire sociale de la CGT, l'exposition « Les archives en héritage » regroupe les précieux témoignages des nombreuses conquêtes sociales obtenues, notamment grâce au monde ouvrier. Luttés contre l'exploitation au travail, pour la retraite à 60 ans, pour la paix, contre le fascisme et le colonialisme, pour l'égalité des droits des femmes, etc. Les preuves des grandes batailles syndicales jalonnent ce riche parcours qui accueille les congressistes.

À l'occasion des 40 ans de l'IHS, l'événement rappelle qu'un peuple uni peut résister au sort de l'histoire.

Houda Benallal



JEAN NICHOLAS GUILLO